

Avant-propos



Quand les négociateurs se rassembleront à Copenhague en décembre pour la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ils imprimeront une orientation qui garantira la marche en avant des pays du monde entier ou leur passivité en présence de l'un des problèmes les plus redoutables que les humains aient jamais affrontés – à savoir, la manière d'influer sur le climat et de s'adapter aux changements climatiques maintenant et dans un avenir encore lointain.

La plupart des débats tenus dans la période précédant Copenhague ont tourné autour des responsabilités relatives des pays pour limiter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et financer la recherche d'une énergie à faible teneur en carbone et d'autres technologies.

Quelle est la meilleure approche à adopter pour réduire les émissions de carbone? Qui devrait endosser la responsabilité financière de faire face aux changements climatiques présents et futurs?

Ces questions revêtent une importance critique. Mais tout aussi importantes sont les questions fondamentales qui se posent concernant les effets des changements climatiques pour les femmes, les hommes, les garçons et les filles du monde entier, en fait dans chaque nation, et concernant la manière dont le comportement individuel peut contribuer à l'effort global mené pour faire face aux changements climatiques ou le contrarier. Les pauvres, surtout dans les pays en développement, courent le risque d'affronter les pires effets d'un climat en voie de changement. Ce sont les pauvres qui risquent le plus de vivre dans des zones exposées aux inondations, aux tempêtes et à la hausse du niveau des mers. Et ce sont eux qui sont le plus souvent tributaires de l'agriculture et de la pêche pour leur subsistance et qui risquent donc de connaître la faim ou de perdre leurs moyens d'existence quand les sécheresses frappent, que les précipitations deviennent imprévisibles et que les ouragans se déplacent avec une force sans précédent. Et, parmi les pauvres, les femmes sont particulièrement vulnérables.

Outre le débat en cours sur les aspects techniques et financiers, le débat à venir sur le climat sera encore élargi avec la prise en considération des dimensions humaines, notamment sexospécifiques, qui pénètrent chaque aspect du problème. Un accord qui, à Copenhague, aide la population mondiale à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques en mobilisant la capacité de réflexion et la créativité des femmes et des hommes lancerait

une stratégie mondiale à long terme efficace pour affronter les changements climatiques.

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, est une organisation au service du développement qui promeut le droit de chaque femme, homme et enfant à vivre en bonne santé et à jouir de chances égales et qui aide à réduire la pauvreté. L'UNFPA aide à faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement sans danger, chaque jeune non contaminé par le VIH/sida, chaque fille et chaque femme traitée avec dignité et respect. Les causes dont nous sommes les avocats sont aussi des causes en relation avec les changements climatiques.

L'État de la population mondiale 2009 montre que les changements climatiques sont plus qu'un problème de rendement énergétique ou d'émissions industrielles de gaz carbonique; c'est aussi un problème de dynamique démographique, de pauvreté et d'équité entre les sexes.

Au cours des années, l'approche des politiques de population par la communauté internationale est passée d'une attention centrée sur l'évolution démographique à une approche privilégiant la population et fondée sur les droits humains et un choix informé. Les voix qui appellent à un "contrôle de la population" en réponse aux changements climatiques ne saisissent pas la complexité du problème et ignorent le consensus international. À la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, les gouvernements ont reconnu que les droits humains et l'égalité des sexes devaient guider tous les programmes liés à la population et au développement, y compris ceux qui visent à protéger l'environnement. Cela commence par la défense du droit des femmes et des couples à déterminer le nombre de leurs enfants et l'espacement de leur naissance et par la création ou l'élargissement des possibilités et des choix offerts aux femmes et aux filles, qui leur permettent de participer pleinement à leur société et de contribuer à la croissance économique et au développement.

Les changements climatiques sont en partie le résultat d'une approche du développement et de la croissance économique qui s'est avérée non viable. Pour faire échec aux changements climatiques, il faut une approche nouvelle, plus équitable et plus viable de la manière dont nous vivons, produisons et consommons. Pour freiner l'effet de serre incontrôlé qui est à l'origine de phénomènes climatiques extrêmes et de la hausse du niveau des mers, il faut donc peut-être trouver une définition nouvelle du "progrès" et un nouveau paradigme du développement.

La complexité du défi que posent la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques nous oblige à porter le regard au-delà des évidences et à mobiliser des stratégies innovantes. Mais les solutions les plus efficaces à apporter aux changements climatiques seront celles qui viennent de la base, qui sont fondées sur la connaissance propre aux communautés de leur environnement immédiat, qui confèrent l'autonomie à ceux qui doivent s'adapter à un monde nouveau – au lieu d'en faire des victimes ou de les surcharger de tâches – et ne créent pas un nouveau rapport de dépendance entre pays développés et pays en développement. L'unique solution durable sera une solution qui place en son centre le souci des humains.

Le présent rapport montre que les femmes ont le pouvoir de se mobiliser contre les changements climatiques, mais ce potentiel ne peut se concrétiser qu'à travers des politiques qui leur confèrent l'autonomie. Il montre aussi quel est le soutien nécessaire qui permettrait aux femmes de contribuer pleinement à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation de ceux-ci et à une capacité accrue de leur résister.

En adoptant une approche plus large, plus nuancée des changements climatiques qui prenne en compte l'égalité des sexes et la population, les gouvernements de tous les pays du monde – ainsi que la société civile et nous-mêmes à l'ONU – apporteront une précieuse contribution à la conférence de Copenhague et agiront fort utilement pour relever ce défi à long terme.

Thoraya Ahmed Obaid
Directrice exécutive de l'UNFPA